



BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI



Indicateurs de conjoncture

Février 2024

Table des matières

I. INTRODUCTION	2
II. PRODUCTION	3
II.1. Indice de la production industrielle	3
II.2. Café.....	3
II.3. Thé.....	3
III. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION	3
IV. COMMERCE EXTERIEUR	5
IV.1. Exportations	5
IV.2. Importations	6
V.TAUX DE CHANGE.....	7
VI. FINANCES PUBLIQUES	7
VI.1. Recettes.....	7
VI.2. Dépenses	7
VI.3. Dette publique	8
VI.3.1. Dette intérieure.....	8
VI.3.2. Dette extérieure.....	8
VII. BASE MONETAIRE, MASSE MONETAIRE ET CONTREPARTIES	8
VII.1. Base monétaire.....	8
VII.2. Masse monétaire	9
VII.3. Contreparties de la masse monétaire.....	9
VIII. PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE.....	9
VIII. 1. Emplois	10
VIII. 2. Ressources.....	10
IX. SOLIDITE FINANCIERE DU SECTEUR BANCAIRE.....	10
IX. 1. Adéquation des fonds propres	10
IX. 2. Qualité du portefeuille crédits.....	11
IX.3. Concentration du portefeuille crédits.....	11
IX. 4. Rentabilité	11
IX. 5. Liquidité.....	12

I. INTRODUCTION

Les présents principaux indicateurs économiques portent sur l'évolution de la production, des prix, du commerce extérieur et du taux de change, des finances publiques, de la masse monétaire et ses contreparties ainsi que sur les indicateurs d'activité et de solidité du secteur bancaire, à fin février 2024.

La production industrielle a augmenté, son indice s'étant fixé à 138,4 contre 129,5 au mois correspondant de l'année 2023, en rapport avec l'augmentation de boissons de la BRARUDI et de la production de cigarettes. Le cumul de la production du café parche a été inférieur à celui de la campagne précédente (11.265 contre 23.126 tonnes). La production du thé en feuilles vertes a baissé, se fixant à 5.152,0 contre 5.674,0 tonnes à la même période de l'année 2023. L'inflation a diminué s'établissant à 17,8% contre 28,0% au même mois de l'année précédente.

La balance commerciale est restée déficitaire et s'est aggravée pour s'élever à 465.460,6 contre 313.095 MBIF, en liaison toujours avec l'augmentation des importations supérieure à celle des exportations.

Le Franc Burundi s'est déprécié de 38,22% par rapport au Dollar américain ; le taux de change moyen s'est établi à 2.863,09 BIF pour une unité de Dollar américain contre 2.071,28 BIF à fin février 2023, à la suite de l'opération de déclenchement du processus d'unification du taux de change effectuée en mai 2023 dans

le cadre des réformes de la politique monétaire et de change entamées depuis octobre 2022.

Le déficit budgétaire (hors dons) s'est alourdi par rapport à celui de février de l'exercice budgétaire 2022/2023 (575.191,2 contre 335.171,9 MBIF) en rapport avec l'augmentation des dépenses liées à la politique salariale équitable mise en œuvre depuis juillet 2023.

La base monétaire a accéléré sa croissance (27,0% contre 19,2%) et s'est établi à 1.445,0 contre 1138,1 Mrds de BIF à fin février 2023. Au contraire, l'accroissement de la masse monétaire a décéléré à 11,7% contre 31,4% à la fin de la même période de l'année 2023. De même, la croissance du crédit intérieur a chuté à 18,9 contre 35,4% à la période correspondante de l'année 2023, en liaison avec la décélération des créances nettes sur l'Etat (2,9 contre 33,7%) et des créances sur l'économie (31,8 contre 36,8%). Toutefois, les avoirs extérieurs nets se sont détériorés davantage (-121,1 contre -75,3%). Les réserves officielles couvraient 0,8 mois d'importations de biens et services contre 1,3 mois d'importations au mois de février 2023.

En glissement annuel, l'activité du secteur bancaire s'est améliorée en liaison avec l'augmentation de 30,6% du crédit à l'économie (3.758,0 contre 2.876,7 Mrds de BIF) du côté de l'actif, et la hausse de 17,3% des dépôts de la clientèle (4.614,3 contre

3.932,1 Mrds de BIF) du côté du passif.

Quant à la solidité financière du secteur bancaire, le taux de détérioration du portefeuille crédit a augmenté s'établissant à 3,5% contre 2,7% à fin février 2023 et le montant des grands risques représente 39,7% du portefeuille crédit global contre 39,2% à fin février 2023. Le Produit Net Bancaire et le résultat net de l'exercice ont augmenté.

Le ratio de solvabilité globale a baissé à 21,4% contre 21,9%, les rendements des actifs ont stagné à 0,4% et celui des fonds propres a augmenté (3,6 contre 3,0%).

II. PRODUCTION

En glissement annuel, l'indice de la production industrielle a augmenté tandis que la production du thé en feuilles vertes a diminué et le cumul de la production du café parche est resté inférieur à celui de la même période de la campagne précédente.

II.1. Indice de la production industrielle

L'indice de la production industrielle s'est accru de 6,9%, s'établissant à 138,4 contre 129,5 au mois correspondant de l'année 2023, en rapport notamment avec l'augmentation de boissons de la BRARUDI (+3,1%) et de la production de cigarettes (+25,8%).

Par contre, cet indice a baissé de 4,3% par rapport au mois précédent, en liaison essentiellement avec la diminution de la production des boissons de la BRARUDI (-18,5%), de peinture (-6,8%) et de savons

(-11,3 %), partiellement contrebalancée par l'accroissement de la production des cigarettes (+76,7%).

II.2. Café

Au cours du mois de février 2024, il n'y a pas eu des apports du café parche, en liaison avec la cyclicité du café. Par conséquent, les apports cumulés restent de 11.264,8 tonnes (enregistrés le mois précédent) contre 23.126,0 tonnes réalisés au cours de la même période de la campagne café 2022/2023.

II.3. Thé

En glissement annuel, la production du thé en feuilles vertes a baissé de 9,2%, se fixant à 5.152,0 contre 5.674,0 tonnes enregistrés à la même période de l'année 2023, en liaison avec l'application tardive des engrais chimiques et le désintéressement des théiculteurs qui migrent vers les cultures les plus rémunératrices.

III. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

L'inflation globale a baissé, malgré la hausse de l'inflation non alimentaire.

En glissement annuel, l'inflation globale a baissé, s'établissant à 17,8% contre 28,0% à la même période de l'année précédente. Cette baisse a porté principalement sur la chute de l'inflation alimentaire (17,4 contre 40,9%), tandis que l'inflation non alimentaire a augmenté (18,2 contre 12,6%).

La baisse de l'inflation alimentaire a principalement porté sur la diminution des prix des produits des sous-rubriques « Pains et céréales » (8,7 contre 41,3%), « Légumes » (18,5 Contre 58,0%) et « Huiles et graisses » (16,4 contre 23,4%). Toutefois, les prix ont augmenté sur les produits des sous rubriques « Sucre, confiture, miel, chocolat et confiserie » (27,0 contre -1,9%), « Viande » (23,1 contre 13,7%), et « Poissons et Fruits de mer » (39,8 contre 6,9%).

Taux d'inflation (en %) (IPC : base 2016/2017 =100)

	févr-23		févr-24	
	IPC	Inflation	IPC	Inflation
Inflation globale	180,1	28,0	212,1	17,8
1. Inflation alimentaire	205,6	40,9	241,4	17,4
- Pains et céréales	214,0	41,3	232,6	8,7
- Viande	196,8	13,7	242,2	23,1
- Poissons et Fruits de mer	185,6	6,8	259,4	39,8
- Lait, fromage et œuf	160,9	15,3	184,6	14,7
- Huiles et graisses	221,9	23,4	258,2	16,4
- Fruits	197,0	27,3	250,0	26,9
- Légumes	210,7	58,0	249,6	18,5
- Sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie	115,7	-1,9	146,9	27,0
- Produits alimentaires n.ca	139,4	7,9	153,1	9,8
2. Produits non alimentaires	152,4	12,6	180,2	18,2
- Boissons alcoolisées et Tabac	139,0	10,9	170,0	22,3
- Articles d'habillement et articles chaussants	156,9	9,8	187,1	19,2
- Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	159,2	7,9	200,6	26,0
- Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	169,7	16,1	194,8	14,8
- Santé	179,2	6,2	192,7	7,5
- Transport	153,1	23,1	170,7	11,5
- Communications	115,0	5,0	119,2	3,7
- Loisirs et culture	172,2	27,6	196,6	14,2
- Enseignement	152,1	0,5	179,6	18,1
- Restaurants et hôtels	141,7	16,6	180,2	27,2
- Biens et services divers	142,4	7,6	159,7	12,1
Energie, carburant et combustibles	192,6	12,9	262,1	36,1
3. Inflation Sous-jacente	165,9	18,7	190,0	14,5

Source : BRB à partir des données de l'INSBU

La hausse de l'inflation non alimentaire a principalement porté sur la hausse des prix des produits des sous-rubriques « Boissons alcoolisées et tabac » (22,3 contre 10,9%), « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (26,0 contre 7,9%), « Restaurants et hôtels » (27,2 contre 16,6%) « Enseignement » (18,1 contre 0,5%) et « Biens et services divers » (12,1 contre 7,6%).

Par contre, les prix ont baissé pour les produits des sous rubriques « Transports » (11,5 contre 23,1%), « Loisirs et culture » (14,2 contre 27,6%) et « Communications » (3,7 contre 5,0%).

En glissement annuel, l'indice des prix de l'énergie, du carburant et d'autres combustibles a sensiblement augmenté au mois de février 2024 par rapport au mois correspondant de 2023 ; les prix de ces produits ayant augmenté de 36,1 contre 12,9%, suite principalement à la hausse du prix du carburant.

L'inflation sous-jacente (inflation globale excluant les produits à prix volatils : produits frais et l'énergie) s'est établie à 14,5% à la fin du mois de février 2024. Cette inflation a baissé par rapport à celle de la même période de l'année 2023 qui s'est établie à 18,7 %.

IV. COMMERCE EXTERIEUR

La balance commerciale reste déficitaire et s'est détériorée.

Le déficit de la balance commerciale au mois de février 2024 s'est creusé davantage, s'établissant à 448.174,4 contre 313.095 MBIF à la même période de l'année 2023, en liaison avec l'augmentation de la facture des importations (+144.919,7 MBIF) plus importante que celle des exportations (+9.840,2 MBIF). Par conséquent, le taux de couverture commerciale s'est détérioré, s'établissant à 11,7% contre 13,6% au mois de février 2023.

IV.1. Exportations

La valeur des exportations du mois de février 2024 a doublé par rapport à celle du même mois de l'année 2023 s'établissant à 33.378,8 contre 15.498,6 MBIF. Cet accroissement a concerné aussi bien les produits primaires (18.805,7 contre 6.606,2 MBIF) que les produits manufacturés (14.573,0 contre 8.892,4 MBIF).

De même, les exportations cumulées à fin février 2024 se sont accrues aussi bien en valeur qu'en volume, passant respectivement de 49.408,1 à 59.248,4 MBIF et de 17.831,4 à 20.378,5 tonnes.

En valeur, cet accroissement a concerné les produits primaires (32.027,6 contre 29.347,7 MBIF) et les produits manufacturés (27.220,7 contre 20.060,5 MBIF). Concernant les

produits primaires, la hausse est expliquée principalement par celle du minerai de Niobium (9.167,4 contre 285,5 MBIF)

Quant aux produits manufacturés, leur accroissement a essentiellement porté sur les bouteilles en verre foncé (3.080,0 contre 1.654,9 MBIF), les bières (4.081,7 contre 3.098,1 MBIF), les cigarettes (5.341,3 contre 3.256,2 MBIF) et les savons (2.199,8 contre 246,0 MBIF). En revanche, les exportations du kérosène et de la farine de blé ont baissé revenant de 1.857,2 à 1.784,8 et de 3.720,4 à 1.739,4 MBIF, respectivement.

En volume, l'augmentation des exportations est en liaison avec celle des produits manufacturés (17.566,0 contre 11.954,5 tonnes). Par contre, celle des produits primaires a baissé, de 5876,8 à 2.812,4 tonnes.

La diminution du volume des exportations des produits primaires a porté principalement sur le café marchand (1.328,8 contre 3.107,6 tonnes) et les autres produits primaires (5,1 contre 1.436,4 tonnes).

Quant au volume des exportations des produits manufacturés, son augmentation est principalement imputable aux exportations de savons (1.042,8 contre 209,7 tonnes) et autres produits manufacturés (10.841,7 contre 5.135,2 tonnes).

IV.2. Importations

Comparées à la même période de l'année précédente, les importations ont augmenté aussi bien en valeur (+60,7%) qu'en volume (+37,5%).

De même, les importations cumulées ont augmenté tant en valeur (+40,0%) qu'en volume (+10,5%)

En valeur, l'augmentation des importations cumulées a porté sur les biens de production (222.015 contre 183.268,7 MBIF), d'équipement (117.229,6 contre 75.160,6 MBIF) et de consommation (168.177,9 contre 104.073,7 MBIF).

L'accroissement des importations de biens de production a principalement touché les biens destinés à la métallurgie (26.942 contre 9.290,8 MBIF), à l'alimentation (30.394,7 contre 21.468,2 MBIF), à la Construction (24.908,4 contre 20.751,2 MBIF) ainsi qu'aux huiles minérales (79.046,0 contre 65.812,2 MBIF).

L'augmentation des importations cumulées de biens d'équipement a concerné les chaudières et engins mécaniques (34.233 contre 28.494 MBIF), les pièces et outillages (13.028,6 contre 6.167,2 MBIF), le matériel électrique (37.996,7 contre 12.365,4 MBIF) ainsi que les tracteurs, véhicules et engins/transport (23.126,6 contre 14.346,8 MBIF).

S'agissant des importations cumulées de biens de consommation, leur augmentation est principalement imputable à l'accroissement des importations des textiles (8.984,2 contre 7.806,8 MBIF), des véhicules (19.018,3 contre 10.095,4 MBIF), et des biens de consommation non durables (98.644,8 contre 49.589,0 MBIF) notamment les biens alimentaires (64.249,0 contre 27.071,5 MBIF) et pharmaceutiques (23.101,8 contre 14.017,6 MBIF).

En volume, l'augmentation des importations cumulées a concerné les biens de production (141.520,4 contre 140.064,4 tonnes) et les biens de consommation (62.851,5 contre 43.052,4 tonnes). Par contre les biens d'équipement ont diminué passant de 10.582,2 à 11.335,3 tonnes suite principalement à la baisse des importations des Chaudières, engins mécaniques (2.245,1 contre 3.814,4 T) et pièces et outillages (3.387,9 contre 3.715,0 tonnes).

Concernant les biens de production, cet accroissement a porté sur les biens métallurgiques (16.044,0 contre 4.380,2 tonnes), les biens destinés à l'alimentation (17.567,8 contre 16.180,5 tonnes) et à la construction (54.623,0 contre 50.412,1 tonnes).

S'agissant des biens de consommation, l'accroissement du volume des importations cumulées a porté sur les biens de consommation non durables (49.777,7 contre

28.638,3 tonnes). En revanche, le volume des importations cumulées des biens de consommation durables a diminué (13.073,8 contre 14.414,1 tonnes) notamment les textiles (2.073,4 contre 2.557,2 tonnes) et les autres biens de consommation durables (9.063,1 contre 10.478,2 tonnes).

V. TAUX DE CHANGE

En glissement annuel, le BIF s'est déprécié de 38,22% par rapport au Dollar américain ; le taux de change moyen s'étant établi à 2.863,09 pour une unité de Dollar américain contre 2.071,28 BIF à fin février 2023.

A fin de période, le BIF s'est aussi déprécié de 38,18% par rapport au Dollar américain, le taux de change ayant passé de 2.073,42 BIF à 2.865,20BIF pour une unité de Dollar américain, de fin février 2023 à fin février 2024.

Par rapport au mois précédent, le cours de change moyen est resté presque stable passant de 2.858,58 à 2.863,09 BIF pour une unité de Dollar américain.

VI. FINANCES PUBLIQUES

Dans l'exercice budgétaire 2023/2024, le déficit budgétaire (hors dons) a augmenté s'établissant à 569.946,3 contre 335.171,9 MBIF enregistré à la même période de l'exercice 2022/2023. Les recettes et les dépenses cumulées ont augmenté, s'établissant à 1.321,0 Mrds contre 972.419,4 MBIF et 1.890,9 Mrds contre 1.307,5 Mrds, à la même période de l'année 2023,

respectivement.

En glissement mensuel, il s'est réalisé un excédent budgétaire de 12.844,7 MBIF contre un déficit de 17.599,2 MBIF enregistré au même mois de l'année 2023.

VI.1. Recettes

Au cours du mois de février 2024, les recettes se sont accrues de 61,7%, par rapport à celles du même mois de l'année 2023, s'établissant à 158.364,8 MBIF contre 97.932,9 MBIF. Cette amélioration a porté sur les recettes fiscales (+41.411,7 MBIF) et non fiscales (+19.020,0 MBIF).

En comparaison avec le mois de février de l'exercice budgétaire précédent, le cumul des recettes pour l'exercice 2023/2024 a augmenté de 35,9% en liaison avec l'augmentation des recettes fiscales cumulées (+267.474,3 MBIF) et des recettes non fiscales cumulées (+81.157,1 MBIF). Cette performance résulterait des campagnes de sensibilisation des contribuables, par l'OBR, sur le bien-fondé de la conformité fiscale.

VI.2. Dépenses

Les dépenses publiques ont augmenté de 26,0% par rapport à celles réalisées au même mois de l'année 2023. Elles se sont établies à 145.520,0 contre 115.532,1 MBIF. De même, le cumul des dépenses a augmenté de 44,6%, se fixant à 1.890,9 contre 1.307,5 Mrds de BIF à la fin du même mois de l'exercice

précédent.

Les dépenses de personnel se sont établies à 67.571,6 MBIF contre 46.897,0 MBIF en février 2023, en liaison avec la levée du gel des annales opérée depuis le mois de juillet 2023. De même, le cumul des dépenses de personnel a augmenté de 51,1%, s'élevant à 555.207,6 MBIF contre 367.430,0 MBIF enregistrés sur la même période de l'exercice précédent.

VI.3. Dette publique

De fin Février 2023 à fin Février 2024, la dette publique s'est accrue de 14,1% pour s'établir à 6.251,3 contre 5.478,5 Mrds de BIF suite à l'augmentation à la fois, de la dette intérieure (+6.7%) et de la dette extérieure (+36,8%).

Par rapport au mois d'avant, l'encours de cette dette a légèrement augmenté de 0,4%, en liaison principalement avec la légère augmentation de la dette intérieure de 0,6%.

VI.3.1. Dette intérieure

En glissement annuel, la dette intérieure a augmenté de 277.784,1 MBIF, passant de 4.134,3 à 4.412,1 Mrds de BIF. Cet accroissement est lié à l'endettement de l'Etat envers le secteur bancaire (+270.884,1 MBIF) spécialement sous forme d'avances de la BRB (+192.051,6 MBIF) et de titres du Trésor (+58.262,7 MBIF).

Par rapport au mois précédent, la dette intérieure a augmenté de 28.130,3 MBIF,

suite principalement à l'augmentation de 26.883,4 MBIF de la dette sous forme de titres du trésor.

VI.3.2. Dette extérieure

En glissement annuel, la dette extérieure s'est accrue de 494.935,8 MBIF, se fixant à 1.839,4 contre 1.344,2 Mrds de BIF, en rapport avec les tirages (+63.162,4 MBIF) et les plus-values de réévaluation (492.524,6 MBIF), partiellement contrebalancés par l'amortissement de la dette (60.751,3 MBIF).

Par rapport au mois de Janvier 2024, le stock de la dette extérieure a légèrement diminué d'environ 1.248,3 MBIF, s'établissant à 1.839,2 contre 1.840,4 Mrds de BIF, en liaison principalement avec les moins-values de la réévaluation de 2.200,1 MBIF contrebalancées par les nouveaux tirages (+2.063,2 MBIF) et l'amortissement de la dette (+1.111,4 MBIF).

Exprimée en Dollar américain, la dette extérieure a diminué de 6,6 MUSD, s'établissant à 642,4 contre 649,0 MUSD à la période correspondante de l'année 2023.

VII. BASE MONETAIRE, MASSE MONETAIRE ET CONTREPARTIES

En glissement annuel, la base monétaire a accéléré son rythme de croissance tandis que celui de la masse monétaire a décéléré.

VII.1. Base monétaire

En glissement annuel, la base monétaire s'est accélérée. Elle s'est accrue de 27,0% contre

l'accroissement de 19,2% à fin février 2023 et a atteint 1.445,0 Mrds de BIF. Cette évolution à la hausse résulte de celle des créances nettes sur l'Etat (17,7% contre 156,5%), des avoirs extérieurs nets (-116,2 contre -163,4%), des créances sur les banques commerciales (27,4 contre 3,4%), des créances sur le secteur privé (20,9 contre 70,0%) et des autres postes nettes qui ont augmenté de 6 fois alors qu'ils avaient baissé de 66,1% sur l'année à fin février 2023.

En comparaison mensuelle, la base monétaire a augmenté de 6,3% en février 2024 tandis qu'elle avait crû de 1,4% de janvier à février 2023.

VII.2. Masse monétaire

En glissement annuel, la masse monétaire (M3) a décéléré sa croissance à 14,5% contre 31,4% à la même période de l'année 2023. Elle s'est établie à 5.187,3 contre 4.532,1 Mrds de BIF. Cette croissance modérée s'est traduite par celle de l'agrégat monétaire M2 (9,5 contre 34,3%) en ses sous composantes, notamment la circulation fiduciaire hors institutions de dépôts (8,9 contre 26,9%), les dépôts à vue en BIF (6,1 contre 44,1%) et les dépôts à terme et d'épargne (16,5 contre 21,3%). Toutefois, les dépôts en devises des résidents ont fortement augmenté (87,0 contre -0,3%) en liaison avec les dépôts des particuliers (104,4 contre -9,8%) et des autres sociétés non financières (41,7 contre 19,3%) consécutifs à la levée de la mesure de

règlement en monnaie locale des fonds reçus des transferts instantanés internationaux depuis le mois d'octobre 2022.

VII.3. Contreparties de la masse monétaire

En glissement annuel, le crédit intérieur a décéléré sa croissance à 20,9 contre 35,4% à la période correspondante de l'année 2023 et s'est établi à 7.478,9 contre 6.183,8 Mrds de BIF à fin février 2023. Cette décélération a concerné aussi bien les créances nettes sur l'administration centrale (7,5 contre 33,7%) et les créances sur l'économie (31,8 contre 36,8%). Toutefois, les avoirs extérieurs nets se sont détériorés davantage (-121,1 contre -75,3%), soit une baisse de 720.180,7 MBIF contre 255.428,4 MBIF enregistrée à la période correspondante de l'année 2023. Cette diminution s'expliquerait par l'augmentation des engagements extérieurs (705.201,8 MBIF). De même, les réserves officielles de change ont légèrement baissé de 36.107,0 MBIF contre une diminution de 247.580,8 MBIF à la période correspondante de l'année 2023. En termes de mois d'importations de biens et services, ces réserves couvraient 0,8 contre 1,0 mois en janvier 2024 et 1,3 mois en février 2023.

VIII. PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE

L'activité du secteur bancaire s'est améliorée, à fin février 2024, en liaison avec l'augmentation du crédit à l'économie du côté

de l'actif, et la hausse des dépôts de la clientèle du côté du passif.

VIII. 1. Emplois

L'actif du secteur bancaire s'est accru de 20,3% en glissement annuel. Il s'est établi à 7.947,1 Mrds de BIF contre 6.606,6 Mrds de BIF à fin février 2023. Cette augmentation résulte de celle des crédits à l'économie de 30,6%, s'établissant 3.758,0 contre 2.876,7 Mrds de BIF à fin février 2023. De même, les avoirs auprès des banques et assimilés ont augmenté de 41,2%, se fixant à 154.486,5 MBIF contre 109.437,0 MBIF à fin février 2023. A cela s'ajoute l'augmentation des prêts à l'Etat de 2,5%, atteignant 2.137,1 Mrds de BIF contre 2.084,0 Mrds de BIF en février 2023.

La part du crédit à l'économie dans l'actif du secteur bancaire a augmenté de 3,8 points de pourcentage, se fixant à 47,3 % à fin février 2024 contre 43,5 % à fin février 2023. La part des engagements de l'Etat a reculé de 4,6 points de pourcentage, s'établissant à 26,9% contre 31,5 % à fin février 2023.

VIII. 2. Ressources

Les dépôts de la clientèle ont augmenté de 17,3% en glissement annuel, s'élevant à 4.614,3 Mrds de BIF contre 3.932,1 Mrds de BIF au même mois de l'année 2023. De même, les refinancements auprès de la Banque Centrale ont également augmenté de 27,6%, atteignant 673.589,0 MBIF contre 527.847,0 MBIF à fin Février 2023. De plus,

les opérations interbancaires ont aussi connu une augmentation de 37,3%, s'établissant à 956.725,4 MBIF à fin février 2024 contre 686.836,1 MBIF à fin février 2023.

La proportion des dépôts dans les ressources totales du secteur a baissé de 1,4 point de pourcentage, s'établissant à 58,1% contre 59,5 % à fin février 2023. Par ailleurs, la part des refinancements a légèrement haussé de 0,5 point de pourcentage, s'établissant à 8,5% à fin février 2024 contre 8,0% à fin Février 2023. De même, la part des dettes envers les banques et assimilés s'est élevée de 1,5 points de pourcentage, se fixant à 12,0% à fin février 2024 contre 10,5% à fin février 2023.

IX. SOLIDITE FINANCIERE DU SECTEUR BANCAIRE

Les fonds propres du secteur bancaire ont augmenté par rapport à la période correspondante de l'année 2023. En revanche, les ratios de solvabilité se sont détériorés. Le ratio de rentabilité des actifs a stagné, alors que celui des fonds propres a augmenté.

IX. 1. Adéquation des fonds propres

En glissement annuel, les fonds propres du secteur bancaire ont augmenté de 15,9%, s'établissant à 906,6 contre 782,3 Mrds de BIF à fin février 2023. Au contraire, le ratio de solvabilité de base a baissé s'établissant à

19,7 contre 20,0% et le ratio de solvabilité¹ globale s'est fixé à 21,4% contre 21,9%. De même, le ratio de levier² a diminué, s'établissant à 10,5% contre 10,8 % à fin février 2023.

IX. 2. Qualité du portefeuille crédits

Le montant des prêts non performants a augmenté de 68,9% à fin février 2024, s'établissant à 129.870,3 MBIF contre 76.886,6 MBIF à la période correspondante de l'année 2023. Par ailleurs, le taux de détérioration du portefeuille crédits a augmenté de 0,8 point de pourcentage, s'établissant à 3,5% contre 2,7% à fin février 2023.

Il a été de 1,0% à fin février 2024 contre 0,8% dans le secteur Industrie, de 1,3 contre 0,9% dans le secteur Agriculture et de 3,1% contre 3,0% dans le secteur Tourisme. En revanche, ce taux s'est amélioré pour les secteurs du Commerce, de Construction et d'Equipements, où il a été de 5,2 contre 6,1%, de 3,1 contre 3,2% et de 5,2 contre 6,1% respectivement.

IX.3. Concentration du portefeuille crédits

En glissement annuel, l'exposition du secteur bancaire vis-à-vis des grands risques³ a cru à

¹ La limite réglementaire minimale est de 12,5% pour le ratio de solvabilité de base et de 14,5% pour le ratio de solvabilité globale

² La limite réglementaire minimale est de 5% pour le ratio de levier.

32,5%, s'établissant à 1.492,6 contre 1.126,8 Mrds de BIF à fin février 2023. De même, la part des grands risques a augmenté et mesure 39,7% du portefeuille crédits global contre 39,2% à fin février 2023, le commerce et l'équipement sont des secteurs les plus financés durant la période sous analyse. En effet, les parts des crédits alloués au Commerce et Equipement sont respectivement de 31,2% et de 25,7 % contre 28,7% et 23,4% à fin février 2023. Nonobstant, la part du financement du secteur Construction a baissé de 1,7 point de pourcentage, représentant 15,8% du portefeuille global contre 17,5% à fin février 2023. De même, le financement du secteur Industrie a chuté de 0,4 point de pourcentage, soit 7,2 % du portefeuille global contre 7,6 % à fin février 2023.

De plus, le financement du secteur Agriculture a diminué de 2,8 point de pourcentage, s'établissant à 18,0% du portefeuille global contre 20,8% à fin février 2023.

IX. 4. Rentabilité

Le Produit Net Bancaire (PNB) a augmenté de 25,1% en glissement annuel, s'élevant à 85.604,0 MBIF contre 68.444,2 MBIF à fin

³ La circulaire n°06/2018 relative à la division des risques de crédit des établissements de crédit, un grand risque est un prêt dont le montant est supérieur à 10% des Fonds Propres de base

février 2023. De même, le résultat net de l'exercice a augmenté de 39,0%, atteignant 32.297,0 MBIF contre 23.235,6 MBIF à fin février 2023. Par contre, les Rendements des actifs (ROA) ont stagné, s'établissant à 0,4% en glissement annuel. Toutefois, les rendements des fonds propres (ROE) ont augmenté, s'établissant à 3,6% à fin février 2024 contre 3,0% à fin février 2023.

IX. 5. Liquidité

En glissement annuel, le ratio de liquidité de court terme (LCR)⁴ en BIF a cru, s'établissant à 177,2% contre 174,7% à fin février 2023.

Au contraire, le ratio de liquidité de court terme en devises a diminué, s'établissant à 138,5% contre 156,8 % à fin Février 2023.

Le montant des gros dépôts⁵ a diminué de 0,6%, s'établissant à 1.846,8 Mrds de BIF contre 1.857,5 Mrds de BIF à fin février 2023. La proportion des 10 gros dépôts dans les dépôts du secteur a diminué de 7,2 point de pourcentage, s'établissant à 40,0% contre 47,2% à fin février 2023.

⁴ La circulaire n°04/2018 relative au ratio de liquidité à court terme des banques définit le LCR comme étant le ratio entre l'encours des actifs liquides de haute qualité (c'est-à-dire des actifs qui peuvent être facilement et immédiatement convertibles en liquidité sans ou avec une faible perte de leur valeur en période de forte tension de liquidité) et le total des

sorties nettes de trésorerie dans les 30 jours calendaires suivants

⁵ Les gros dépôts se définissent comme étant la somme des dépôts des 10 premiers déposants dans chaque établissement de crédit

ANNEXE 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS MENSUELS

	Déc.-22	Jan.-23	févr.-23	déc.-23	janv.-24	févr.-24
I. PRODUCTION ET PRIX						
1. Indice de la production industrielle (moyenne mens. 1989 = 100)	183,7	145,0	129,5	152,2	144,5	138,4
2. Apports de café Arabica en parche (Cumul en T par campagne) (1)	23 125,9	23 125,9	23 125,9	11 264,8	11 264,8	11 264,8
3. Production de thé (Cumul en T de feuilles vertes)	50 539,1	4 591,1	10 265,0	48 278,8	5 302,0	5 152,0
4. Indice des prix à la consommation (base 2016/2017 = 100)	171,6	177,5	180,1	205,9	208,6	212,1
5. Taux d'inflation(en %)	26,6	28,6	28,0	20,1	17,6	17,8
II. FINANCES PUBLIQUES						
1. Recettes du budget consolidé (cumul sur l'année budgétaire en Mrds de BIF)	760 035,3	874 486,5	972 419,5	993 170,1	1 162 686,1	1 321 050,9
1.1. Recettes fiscales (cumul)	626 092,2	724 622,6	809 503,9	810 646,2	950 685,1	1 076 978,3
1.2. Recettes non fiscales (cumul)	133 943,0	149 863,9	162 915,5	182 523,9	212 001,0	244 072,6
1.3. Recettes exceptionnelles (cumul)	-	-	-	-	-	-
2. Dépenses cumulées sur l'année budgétaire (en MBIF)	989 253,3	1 194 235,1	1 309 846,6	1 537 673,5	1 745 477,1	1 890 997,2
2.1. Dépenses de personnel (cumul en Mrds de BIF)	273 958,4	320,5	367,4	416 890,1	487 636,0	555 207,7
3. Dette publique (en Mrds de BIF)	5 338,8	5 428,1	5 478,7	6 272,3	6 224,4	6 251,3
3.1. Encours dette intérieure	4 004,6	4 076,6	4 134,5	4 437,7	4 384,0	4 412,1
dont bons et obligations du Trésor	2 185,5	2 260,1	2 285,0	2 285,0	2 321,8	2 348,7
avance ordinaire BRB	3,3	-	-	99 394,5	7 942,5	17 003,3
3.2. Encours dette extérieure (en Mrds de BIF)	1 335,2	1 351,5	1 344,2	1 834 613,6	1 840 420,2	1 839 172,0
3.3. Encours dette extérieure (en MUSD)	647,9	654,0	649,0	642,8	643,8	642,4
3.4. Service dette extérieure (en MBIF)	2 983,7	2 214,8	10 453,0	5 379,9	2 369,7	1 567,5
dont amortissements	2 497,0	1 764,2	9 008,0	4 622,9	2 157,3	1 111,4
3.5. Tirages sur prêts extérieurs (en MBIF)	6 049,5	6 223,0	-	82,6	5 466,7	2 063,2
III. MONNAIE (P)						
1. Base monétaire (en Mrds de BIF)	1 138,0	1 122,8	1138148.2(p)	1 416,9	1 359,6	1 445,1
2. Masse monétaire M3 (en Mrds de BIF)	4 512,5	4 540,7	4 532,2	5 209,8	5 168,6	5 187,3
2.1. Masse monétaire M2 (en Mrds de BIF)	4 212,3	4 232,5	4 243,8	4 617,9	4 634,4	4 648,1
3. Crédit intérieur (en Mrds de BIF)	5 944,9	6 085,0	6 183,8	7 424,4	7 403,0	7 478,9
4. Créances nettes sur l'Etat (en Mrds de BIF)	2 532,7	2 659,8	2 767,2	2 968,1	2 909,4	2 974,5
5. Avoirs extérieurs nets (en Mrds de BIF)(p)	- 561,9	- 544,5	- 594,5	- 1 093,9	- 1 232,8	- 1 314,7
6. Opérations sur les Appels d'Offres (en Mrds de BIF)						
6.1. Apport de liquidité (en Mrds de BIF)		-	-	-	-	-
6.2. Reprise de liquidité		-	-	-	-	-
7. Taux d'intérêt moyens pondérés (en %)						
7.1. Bons du trésor à 13 semaines	2,23	2,25	2,8	5,6	5,7	5,7
7.2. Bons du trésor à 26 semaines	3,4	3,3	3,45	6,0	6,6	6,3
7.3. Bons du trésor à 52 semaines	4,3	4,3	4,3	5,1	7,5	6,5
7.4. Reprise de liquidité	-	-	-	-	-	-
7.5. Apport de liquidité	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0
7.6. Facilité de prêt marginal	5,0	5,4	6,9	12,0	12,0	13,7
7.7. Marché interbancaire	2,5	2,8	2,3	7,0	7,4	7,9
7.8. Taux créditeurs des banques commerciales	6,2	6,2	6,2	6,2	6,1	6,2
7.9. Taux débiteurs des banques commerciales	13,0	13,0	13,3	12,9	13,0	13,0
IV. COMMERCE EXTERIEUR						
1. Exportations (cumul en Mrds de BIF, fob DSL & fot Buja)	422,9	33,9	49,4	539,1	25,2	59,2
dont Café Arabica	109,0	19,8	24 468,60	102,8	7,9	14,5
1.1. Volume des exportations (cumul en T)	124 293,3	10 217,6	17 831,4	126 411,8	10 753,0	20 378,5
1.2. Prix moyen des contrats de vente						
de café Arabica fob DSL - US cts/lb	169,6	153,4	152,6	142,1	169,9	152,5(P)
- BIF/Kg	8 222,4	6 157,0	6 937,0	8 502,7	10 494,9	6 937,0(P)
1.3. Encaissements café (cumul en Mrds de BIF)	117,8	9,2	21,1	86 695,1	10,1	22,0(p)
2. Importations (cumul en Mrds de BIF)	2 564,2	199,0	362,5	2 957,4	244,6	507,4
dont produits pétroliers	601,7	28,3	65,8	638,7	21,3	79,0
2.1. Volume des importations (cumul en T)	1 338 119,5	109 280,5	194 452,0	1 351 334,3	97,9	215,0
V. TAUX DE CHANGE						
3.1. Indice du taux de change effectif du BIF						
3.1.1. Nominal	90,11	88,75	89,3	64,6	64,7	65,1
3.1.2. Réel	113,9	115,4	117,54	91,1	92,3	93,6
3.2. Taux de change						
3.2.1. Taux de change BIF/\$US (fin de période)	2 063,5	2 068,90	2 073,4	2 856,1	2 860,8	2 865,2
3.2.2. Taux de change BIF/\$US (moyenne mensuelle)	2 060,9	2 066,5	2 071,3	2 853,9	2 858,6	2 863,1
(1): la campagne café commence au mois d'avril et se termine au mois de mars de l'année suivante						
(p) : Provisoire						
nd : Non disponible						
- : Données inexistantes.						

Source : BRB

ANNEXE 2 : PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE (en MBIF)

	Banques commerciales			Etablissements financiers			Total secteur bancaire		
	28/02/2023	29/02/2024	Variation en %	28/02/2023	29/02/2024	Variation en %	29/02/2023	29/02/2024	Variation en %
I. EMPLOIS	6 452 366,0	7 738 834,9	19,9	154 283,0	208 232,6	35,0	6 606 649,0	7 947 067,5	20,3
I.1. PRINCIPAUX EMPLOIS	5 465 564,7	6 536 891,3	19,6	125 008,5	149 820,5	19,8	5 590 573,2	6 686 711,8	19,6
A. Actifs Liquides	2 702 181,6	2 917 518,3	8,0	11 731,3	11 213,3	- 4,4	2 713 912,9	2 928 731,7	7,9
Caisse	99 830,6	119 340,6	19,5	11,6	20,1	73,7	99 842,1	119 360,7	19,5
B.R.B.	412 247,4	509 796,8	23,7	8 406,4	7 996,7	- 4,9	420 653,8	517 793,5	23,1
Avoirs auprès des banques et assimilés	108 695,9	152 858,3	40,6	741,2	1 628,2	119,7	109 437,0	154 486,5	41,2
Prêts à l'Etat	2 081 407,7	2 135 522,7	2,6	2 572,1	1 568,3	- 39,0	2 083 979,9	2 137 091,0	2,5
Bons, Obligations du Trésor	1 968 369,7	1 914 032,8	- 2,8	2 572,1	1 568,3	- 39,0	1 970 941,8	1 915 601,2	- 2,8
Autres Titres	113 038,1	221 489,8	95,9	-	-	-	113 038,1	221 489,8	95,9
B. Crédits	2 763 383,1	3 619 373,0	31,0	113 277,2	138 607,1	22,4	2 876 660,3	3 757 980,1	30,6
Court terme	1 088 982,2	1 476 474,2	35,6	1 184,2	3 183,2	168,8	1 090 166,4	1 479 657,4	35,7
Moyen terme	539 343,6	1 005 862,1	86,5	47 245,0	39 693,5	- 16,0	586 588,5	1 045 555,5	78,2
Long terme	1 135 057,4	1 137 036,7	0,2	64 848,0	95 730,5	47,6	1 199 905,3	1 232 767,2	2,7
Crédits bail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I.2. Actif Immobilisé	327 766,8	387 741,9	18,3	12 417,7	12 714,4	2,4	340 184,5	400 456,3	17,7
I.3. Autres emplois	659 034,4	814 201,6	23,5	16 856,9	45 697,7	171,1	675 891,3	859 899,4	27,2
II. RESSOURCES	6 452 366,0	7 738 834,9	19,9	154 283,0	208 232,6	35,0	6 606 649,0	7 947 067,5	20,3
II.1. Principales ressources	5 068 451,6	6 108 339,9	20,5	88 359,2	136 280,8	54,2	5 156 810,8	6 244 620,7	21,1
Cliètelè	3 881 251,1	4 520 035,3	16,5	50 876,6	94 271,1	85,3	3 932 127,8	4 614 306,3	17,3
dont 10 grands dépôts des banques	1 857 050,9	1 846 817,3	- 0,6	-	-	-	1 857 050,9	1 846 817,3	- 0,6
Refinancement auprès B.R.B.	493 830,0	635 470,6	28,7	34 016,9	38 118,4	12,1	527 847,0	673 589,0	27,6
Dettes envers banques et assimilés	693 370,4	952 834,0	37,4	3 465,6	3 891,4	12,3	696 836,1	956 725,4	37,3
II.2. Capital et réserves	579 160,1	699 970,1	20,9	24 743,8	29 379,6	18,7	603 903,9	729 349,7	20,8
II.3. Autres ressources	804 754,3	930 524,9	15,6	41 180,0	42 572,2	3,4	845 934,2	973 097,0	15,0
III. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE									
Adéquation des fonds propres									
Fonds propres de base nets (en MBIF)	692 104,5	807 502,2	16,7	24 247,7	28 535,7	17,7	716 352,2	836 037,9	16,7
Fonds propres (en MBIF)	751 656,0	871 399,4	15,9	30 737,4	35 238,9	14,6	782 393,4	906 638,4	15,9
Risques pondérés	3 429 808,1	4 060 563,0	18,4	147 084,2	176 357,5	19,9	3 576 892,3	4 236 920,4	18,5
Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	20,2	19,9	-	16,5	16,2	-	20,0	19,7	-
Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	21,9	21,5	-	20,9	20,0	-	21,9	21,4	-
Ratio de levier (norme 5%)	10,7	10,4	-	15,7	13,7	-	10,8	10,5	-
Concentration du portefeuille crédits									
Grands risques	1 124 173,0	1 486 183,3	32,2	2 624,2	6 437,6	145,3	1 126 797,1	1 492 620,8	32,5
Grands risques/Total crédits bruts (en %)	40,7	41,1	-	2,3	4,6	-	39,2	39,7	-
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	42,8	46,8	-	73,4	66,6	-	43,5	47,3	-
Prêts à l'Etat/Total actifs bruts (en %)	32,3	27,6	-	1,7	0,8	-	31,5	26,9	-
Prêts à l'Etat/Fonds propres de base (en %)	300,7	264,5	-	10,6	5,5	-	290,9	255,6	-
Qualité du portefeuille crédits									
Impayés	229 921,5	440 975,2	91,8	1 558,5	6 870,8	340,9	231 480,0	447 846,0	93,5
Créances à surveiller	154 494,7	317 975,7	105,8	98,7	-	- 100,0	154 593,4	317 975,7	105,7
Créances Non performantes	75 426,9	122 999,4	63,1	1 459,8	6 870,8	370,7	76 886,6	129 870,3	68,9
Créances pré douteuses	23 987,0	41 514,7	73,1	288,7	2 222,6	669,8	24 275,7	43 737,3	80,2
Créances douteuses	23 010,4	31 845,2	38,4	566,0	2 694,3	376,1	23 576,4	34 539,5	46,5
Créances compromises	28 429,5	49 639,5	74,6	605,1	1 954,0	222,9	29 034,6	51 593,5	77,7
Dépréciations	36 095,6	67 185,6	86,1	945,8	3 745,6	296,0	37 041,4	70 931,2	91,5
Taux des prêts non performants	2,7	3,4	-	1,3	5,0	-	2,7	3,5	-
Taux d'impayés	8,3	12,2	-	1,4	5,0	-	8,0	11,9	-
Taux de provisionnement	47,9	54,6	-	64,8	54,5	-	48,2	54,6	-
Liquidité									
Coefficient de liquidité en BIF	174,7	177,2	-	-	-	-	174,7	177,2	-
Coefficient de liquidité en devises	156,8	138,5	-	-	-	-	156,8	138,5	-
Total crédits/total dépôts (en %)	71,2	80,1	-	222,7	147,0	-	73,2	81,4	-
Ressources Stables/Emplois Immobilisés (en %)	83,9	101,0	-	168,6	285,0	-	95,2	104,3	-
Dix gros dépôts/Total dépôts (en %)	47,8	40,9	-	-	-	-	47,2	40,0	-
Rentabilité et performance									
Résultat avant impôt	30 049,9	37 517,4	24,9	1 026,7	622,6	- 39,4	31 076,6	38 140,0	22,7
Résultat net de l'exercice	22 600,9	31 856,9	41,0	634,6	440,2	- 30,6	23 235,6	32 297,0	39,0
Produit Net Bancaire	66 178,2	82 949,0	25,3	2 266,0	2 655,0	17,2	68 444,2	85 604,0	25,1
ROA	0,35	0,41	-	0,41	0,21	-	0,4	0,4	-
ROE	3,01	3,66	-	2,06	1,25	-	3,0	3,6	-

Source : BRB

ANNEXE 3 : PRINCIPAUX INDICATEURS ANNUELS (en MBIF)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 (p)	2023 (p)
PRODUIT INTERIEUR BRUT ET PRIX								
Croissance réelle du PIB (en %)	3,2	3,8	5,3	4,5	(0,5)	3,1	1,8	2,8
Taux d'inflation (moyenne annuelle)	5,6	16,1	(2,6)	(0,7)	7,5	8,3	18,9	27,1
SECTEUR EXTERIEUR								
Exportations, f.à.b. (en millions de dollar)	117,7	172,6	180,2	180,0	162,4	163,7	207,9	653,2
Importations, CAF (en millions de dollar)	615,2	756,0	793,5	887,7	909,6	1 025,0	1 260,5	2 662,1
Volume des exportations (en tonnes)	84 614,0	93 125,0	103 218,0	103 030,0	105 857,8	110 208,4	124 293	126 411,8
Volume des importations (en tonnes)	708 203,0	822 514,0	976 694,0	1 143 866,4	1 175 731,2	1 270 832,6	1 338 119,5	1 351 334,3
Solde du compte courant (en millions de dollar)	-326,8	-373,6	-389,2	-392,7	-346,9	-397,4	-622,2	-1 407,0
Taux de change BIF/USD (moyenne de la période)	1 657,4	1 729,1	1 782,9	1 845,6	1 915,1	1 976,0	2 034,3	2 853,9
Taux de change BIF/USD (à fin de période)	1 688,6	1 766,7	1 808,3	1 881,6	1 946,4	2 006,1	2 063,5	2 856,1
Réserves de change officielles (en millions de USD, à fin de période)	95,4	102,2	70,3	113,4	94,3	266,6	176,2	95,0
Réserves de change officielles (en mois d'import. de biens et serv)	1,5	1,7	1,0	1,5	1,1	3,2	1,8	0,8
MONNAIE								
Avoirs extérieurs nets (MBIF)	-176 523,1	-154,4	-203,2	-206,3	-205,0	-322,4	-561,9	-1 093,9
Crédit intérieur (en Mrds de BIF)	1 767,1	2 005,0	2 369,5	2 827,6	3 463,0	4 307,7	5 944,9	7 424,4
Créances nettes sur l'Etat (en Mrds de BIF)	905,9	1 112,2	1 337,5	1 618,9	2 025,8	1 930,7	2 532,7	2 968,1
Créances sur l'économie(en Mrds de BIF)	861,3	892,8	1 032,0	1 208,7	1 437,3	2 377,0	3 412,2	4 456,3
Masse monétaire (M3 en Mrds de BIF)	1 187,1	1 499,5	1 797,5	2 202,8	2 733,8	3 289,9	4 512,5	5 209,8
Masse monétaire (M2 en Mrds de BIF)	1 093,1	1 340,9	1 326,0	2 014,7	2 526,5	3 035,2	4 212,3	4 617,9
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2, fin de période)	4,5	4,3	4,5	3,1	2,6	2,5	2,2	n.d
Base monétaire (Taux de croissance)	29,2	38,6	-2,8	23,6	11,6	1,1	44,5	24,5
Taux d' intérêt d'apport de liquidité (en %)	3,10	2,8	2,4	3,0	3,9	2,9	2,0	2,0
Taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal (en %)	8,60	7,1	5,5	5,6	6,9	6,9	5,0	12,0
Taux d'intérêt moyens créditeurs (en %)	7,70	5,96	5,43	5,28	5,66	6,08	6,15	7,02
Taux sur les Obligations du Trésor à 5 ans et plus	-	14,26	12,57	12,57	12,23	11,15	10,45	6,17
Taux d'intérêt moyens débiteurs (en %)	16,50	16,16	15,47	15,49	15,18	13,40	12,95	12,90
FINANCES PUBLIQUES								
Recettes et dons (en % du PIB)	15,3	15,8	17,7	20,0	19,1	19,3	19,5	19,3
Dépenses (en % du PIB)	21,1	20,1	22,2	24,4	25,2	22,1	24,5	25,2
Solde budgétaire global (en % du PIB , base droits constatés)								
- dons exclus	-8,2	-6,9	-8,0	-8,4	-9,5	-6,0	-8,5	-9,2
- dons inclus	-5,8	-4,3	-4,5	-4,4	-6,1	-2,8	-5,0	-5,9
Dette intérieure (en Mds de BIF; encours de fin de période)	1 374,1	1 647,9	1 937,8	2 314,9	2 850,4	3 063,2	4 005,3	4 437,7
Dette extérieure (en MUSD, encours de fin de période)	429,1	440,9	451,8	504,9	538,3	645,6	647,9	642,8
Ratio du service de la dette extérieure (en % des exportations des	4,2	5,1	3,2	5,0	5,3	5,5	5,9	7,1
Dette extérieure (en % du PIB)	14,7	13,6	13,8	15,3	15,4	16,8	14,5	15,9
Pour mémoire								
PIB au prix du marché (en milliards de BIF)	4 938,2	5 702,1	5 914,4	6 216,9	6 805,6	7 676,4	9 213,9	11 555,8
(p) : provisoire								
n.d: non disponible								

Source : BRB